



Le soutien à la région du Sahel - la stabilité de l'Afrique du Nord et de l'Ouest est dans l'intérêt de l'Allemagne

Document de synthèse du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag

Décision du 12 mai 2020

L'Afrique est le continent voisin de l'Europe. Les opportunités et les défis découlant du développement de l'Afrique nous concernent directement. Depuis quelques années, c'est surtout dans la région du Sahel que les risques et les défis sont apparus très clairement. Le Sahel (dans ce document de synthèse, le Sahel est défini comme étant la région comprenant la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad) est d'une importance capitale, non seulement pour la stabilité de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, mais aussi pour la sécurité à long terme de l'Europe. Il constitue un pont à la fois géographique et culturel, économique et politique entre les États du Maghreb au nord et les pays côtiers du golfe de Guinée. Les passages dans les deux sens sont fluides et les frontières entre les pays difficilement contrôlables, ce qui les rend perméables.

Des conflits de longue durée, le terrorisme islamiste, la mauvaise gouvernance dans certains pays, l'explosion démographique, les phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents et graves ainsi que l'absence d'un développement durable risquent d'accentuer encore la déstabilisation de la région. Sans aucun doute, la crise du coronavirus sera à l'origine de nouveaux défis énormes pour la région et dressera de nouveaux obstacles au développement. Les perspectives d'avenir pour la population jeune se dégradent à vue d'œil. Qui plus est, l'intolérance religieuse constitue un terreau qui nourrit des conflits sanglants. Dans l'hypothèse où l'évolution négative actuelle au Sahel se poursuivait, toute l'Afrique de l'Ouest et les régions limitrophes risqueraient de se déstabiliser - avec toutes les conséquences imaginables pour les populations sur place et pour l'Europe: la montée du péril terroriste en Afrique du Nord entraînant la déstabilisation du voisinage direct de l'Union européenne (UE), la multiplication des zones-refuges et d'opérations des terroristes et des groupements terroristes tel que l'État islamique ou Al Qaeda, ainsi que l'augmentation des mouvements migratoires clandestins et des réfugiés. En effet, de vastes zones de non-droit risquent actuellement de voir le jour, laissant le champ libre à la criminalité organisée aux portes de l'Europe. Dès à présent, des routes importantes du trafic de drogue et de la migration clandestine vers l'Europe passent par l'Afrique de l'Ouest.

I. La région du Sahel, un enjeu clé pour toute l'Afrique du Nord et de l'Ouest

Cette tendance négative touche tous les États du Sahel, même si l'intensité varie, et rayonne au-delà des frontières. Cela concerne spécifiquement la situation au Burkina Faso et au Niger, tout comme dans la région du lac Tchad qui vient récemment de se dégrader. De plus, le conflit avec les milices terroristes au nord-est du Nigeria déstabilise toute la région sans s'arrêter aux frontières. On commence à observer les premiers signes d'une propagation de l'instabilité aux États côtiers de l'Afrique de l'Ouest (tels que le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire ou encore le Sénégal).

Des groupements terroristes ont démontré, avec des attaques ciblées contre les camps des forces armées maliennes, burkinabées et nigériennes, qu'ils sont prêts et capables

de réaliser des opérations complexes. Force est de constater que les forces armées des États du Sahel ne réussissent pas à parer ces attaques. Au Mali et au Burkina Faso, de vastes zones ne sont plus contrôlées par les forces de sécurité, les institutions de l'administration publique n'ont plus aucun poids depuis longtemps, les écoles sont fermées et le nombre de personnes déplacées augmente de façon dramatique. Rien qu'au Burkina Faso, on compte plus de 800.000 déplacés résultants de ces conflits.

Pour la plupart des habitants du Sahel, les perspectives économiques sont limitées et s'ouvrent surtout dans l'agriculture et le secteur informel. A cela vient s'ajouter une forte natalité qui constitue également un défi pour le système sanitaire et l'éducation qui étaient déjà très déficitaires avant la pandémie du coronavirus et qui, comparé à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, présentent des lacunes importantes. L'accès des jeunes femmes à des formations et des emplois porteurs sur le marché du travail est restreint. La pauvreté, le manque de perspectives et de possibilités d'éducation risquent d'attiser les conflits dans la région. De plus, les gouvernements et les structures administratives des États du Sahel ne sont pas suffisamment performants et incapables, face aux défis considérables, d'apporter eux-mêmes un niveau de services suffisant et de garantir la sécurité et la stabilité.

Étant donné que ces évolutions concernent directement les Européens, il est dans l'intérêt de l'Europe de soutenir les États du Sahel et leurs sociétés par une contribution conjointe de la communauté internationale, afin qu'ils puissent relever ces défis avec efficacité. Pour cela, un engagement intensif de la communauté internationale au Sahel et dans les pays limitrophes s'impose, permettant, grâce à une approche intégrée, d'aboutir à un emploi efficient et complémentaire des outils civils et militaires. L'Allemagne ferait bien d'apporter un soutien significatif, dans l'intérêt de sa propre sécurité.

Parallèlement, il est évident que les acteurs publics et sociaux sur place détiennent la clé d'un développement durable et pacifique dans la région et que des efforts bien plus importants de leur part seront nécessaires, notamment pour régler durablement les conflits sur le plan politique, engager des réformes profondes et tendre vers une efficacité renforcée des structures étatiques et l'édification de sociétés inclusives.

II. Le G5S et l'engagement international au Sahel

En 2014, cinq pays, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad ont créé le G5 Sahel, afin d'apporter une réponse collective en matière de politique de développement et de sécurité aux défis transfrontaliers. Or, ce groupe est loin d'avoir atteint son plein potentiel et il est urgent qu'il devienne plus efficace. A cette fin, les États du G5S ont toujours besoin à la fois d'un appui solide de la communauté internationale, et d'une volonté politique claire de la part de leurs gouvernements et chefs

d'État respectifs eu égard aux réformes à engager et aux initiatives à prendre par eux-mêmes.

L'Alliance Sahel a été lancée en marge du Conseil des ministres franco-allemand, en juillet 2017. Elle vise à créer une plate-forme pour prendre des mesures de développement et de stabilisation améliorées et élargies puis, du côté des bailleurs de fonds, de mieux cibler la coopération dans six secteurs prioritaires et structurants (éducation et emploi des jeunes, agriculture et développement rural, énergie et climat, gouvernance, décentralisation et services de base, sécurité intérieure ainsi que des thématiques transversales telles que le "genre" et le secteur privé). En outre, il est prévu de renforcer la coopération avec le G5 Sahel. L'Alliance Sahel réunit tous les grands bailleurs de fonds de la région du Sahel, l'enveloppe à la disposition des membres pour des projets en cours ou planifiés dans ces secteurs s'élevant à 11,6 milliards d'euros (2018-2022). L'Alliance Sahel a renforcé le dialogue en matière de politique de développement visant le Sahel et monté, en 2018, un programme d'aide d'urgence dans le secteur eau/sanitaires à hauteur de 266,3 millions d'euros. Il est prévu, à l'avenir, que les membres de l'Alliance Sahel réalisent plus de projets conjoints.

Un premier sommet à Bruxelles en février 2018 a permis à l'Union européenne, de concert avec les Nations Unies et le G5S, de susciter davantage l'intérêt international pour la région et d'assurer un appui financier pour la sécurité et la stabilité dans la région. Lors d'une conférence soutenue par l'UE et l'Alliance Sahel en décembre 2018, le G5S a pu mobiliser des moyens supplémentaires considérables destinés au développement et à son programme d'investissement (civil) prioritaire.

Dans le cadre du sommet du G7 à Biarritz fin août 2019, l'Allemagne et la France ont pris l'initiative de faire en sorte que leur soutien aux forces armées nationales des États du Sahel devienne encore plus efficace et de combler les lacunes en matière de capacités. C'est dans cet objectif que le "Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel" (P3S) a été lancé. De surcroît, il a été décidé de renforcer la coordination des différentes missions internationales telles que la MINUSMA, l'EUTM Mali et l'EUCAP Sahel Mali aussi bien entre elles qu'avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les pays du golfe de Guinée. En effet, des groupes terroristes (Jama'at Nasr al-Islam wa al-Muslimin/JNIM, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) tentent déjà de s'implanter dans le nord de la Côte d'Ivoire et au Bénin. L'instabilité risque de se propager. Le P3S complète la coordination de l'Alliance Sahel en matière de politique de coopération économique par une coopération de la politique de sécurité. Dans ce contexte, notamment les forces de sécurité nationales telles que la police doivent être renforcées.

Pour aggraver la situation, la région de l'Afrique de l'Ouest est concernée par une redéfinition de la politique étrangère des États-Unis et on évoque une diminution de la présence de troupes des USA. Tandis que la Chine développe sa présence en Afrique de l'Ouest depuis des années et que d'autres acteurs internationaux (tels que l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis) sont également actifs dans la région.

Traditionnellement, la France joue un rôle particulièrement actif dans la zone, parmi les États européens. A l'occasion d'un sommet avec les États du Sahel et quelques partenaires internationaux de choix à Pau, à la mi-janvier 2020, la France a souligné la nécessité d'un engagement international renforcé dans le cadre d'une "coalition pour le Sahel". Dans le but de veiller à la cohérence avec des initiatives existantes, il est important d'associer étroitement d'autres partenaires comme l'Allemagne et l'UE ainsi que d'autres parties prenantes, à l'élaboration de la coalition.

L'Allemagne contribue déjà sensiblement à l'engagement de la communauté internationale - tant au niveau de la politique du développement qu'au niveau de la politique de la sécurité, par le biais de l'Alliance Sahel, entre autres, et grâce à des contingents de la Bundeswehr et des moyens dans le cadre de l'initiative sur le renforcement des capacités.

Parallèlement, la coopération au développement allemande est active avec un nombre important de projets surtout au Burkina Faso, au Mali et au Niger, mais aussi dans de nombreux États riverains comme la Guinée, le Togo, le Bénin ou la Côte d'Ivoire, par le truchement de la GIZ et de la KfW, l'UE et le système onusien.

Ainsi, des projets de décentralisation permettent notamment d'accroître la confiance en l'État au plan communal et d'améliorer la fourniture de services de base (éducation, santé, infrastructures). L'accès à l'eau est amélioré grâce à des projets d'infrastructure. Le soutien à l'agriculture durable permet de favoriser l'emploi et la sécurité alimentaire et, par conséquent, d'augmenter la résilience. Dans les régions particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire, l'aide transitoire du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et UNICEF augmentent la résilience de la population. La banque mondiale s'engage dans le soutien à la sécurité sociale de la population face au changement climatique. De surcroît, le ministère fédéral allemand de la coopération vient de reprendre la présidence du Comité de pilotage de l'Alliance Sahel et œuvre en faveur d'un dialogue intensifié sur la politique du développement avec le G5S. Il cible par ailleurs une multiplication des projets conjoints dans le cadre de l'Alliance Sahel, sur la base d'un plan en quatre points, avec des mesures de renforcement des capacités de l'État, l'amélioration de la résilience de la population en matière de sécurité sociale et d'alimentation ainsi que par l'ouverture de perspectives de vie grâce à l'éducation et l'emploi, et la stabilisation des États côtiers riverains.

La Bundeswehr est présente tant dans le cadre de la MINUSMA et d'EUTM Mali que dans le cadre de programmes de formation bilatéraux, déployant des capacités de haute valeur telles que les drones HERON 1. Le groupe parlementaire CDU/CSU préconise une prolongation de cette opération, qui devrait être adaptée au fil de l'eau, afin de la rendre plus percutante. De plus, l'Allemagne participe actuellement aux missions MINUSMA et EUCAP Sahel Niger par le détachement de policiers, dans le but de soutenir les institutions de sécurité et notamment les forces de police dans l'établissement durable d'un État de droit. Cette participation est encadrée par des fonds budgétaires allemands et par des aides à la formation bilatérales pour une mise en œuvre orientée sur les projets. Le groupe parlementaire CDU/CSU recommande également la prolongation de la mission de soutien à la police et une participation plus importante.

Jusqu'ici, malgré quelques avancées, les activités de la communauté internationale n'ont pas pu empêcher que la déstabilisation de la région se poursuive. En dépit de l'engagement dans le cadre de l'opération militaire française SERVAL 2013 contre les terroristes islamistes au Mali, de l'envoi des missions multilatérales de l'ONU et de l'UE qui s'en est suivi ainsi que de l'opération anti-terroriste française BARHKANE, la situation dans la région s'est détériorée, et le conflit s'est propagé du Mali Central et du Nord au Burkina Faso et au Niger. Si le déploiement des missions internationales est juste et vu que la situation aurait certainement été pire sans le soutien de la communauté internationale, force est de constater qu'une amélioration ou même un renversement de tendance ne sont pas en vue pour l'instant.

Le nombre important d'acteurs présents sur place complique considérablement la coordination entre ceux-ci et les organisations multilatérales. Les dernières années ont montré que, trop souvent, l'engagement de l'UE est entravé par des procédures de concertation longues et complexes, ce qui entraîne aussi une préférence des États de la région pour la coopération bilatérale.

III. Un cadre pour un engagement renforcé dans la région du Sahel

Au vu de ces défis, le groupe parlementaire CDU/CSU estime qu'il est nécessaire et urgent de renforcer l'engagement de la communauté internationale, de l'UE et de l'Allemagne dans la région du Sahel et d'en améliorer la coordination. Cela permet en même temps de servir un objectif important: lutter contre les causes des migrations. En effet, si l'instabilité s'installe dans la durée et que les zones de non-droit se répandent, les impacts potentiels négatifs risquent d'être considérables. C'est la raison pour laquelle la stabilisation, la sécurité et le développement de la région présentent un intérêt majeur pour l'Europe et sont aussi, bien sûr, dans l'intérêt national de l'Allemagne.

En conséquence, le groupe parlementaire CDU/CSU préconise la démarche suivante:

1. L'Union européenne devrait s'engager davantage en faveur de la stabilisation et du développement du Sahel, de concert avec les autres partenaires de la communauté internationale, dans son propre intérêt bien compris. Dans le cadre d'un tel engagement consolidé dans la région, il conviendrait par ailleurs de suivre de près l'évolution dans les États d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Ghana peuvent offrir un ancrage de stabilité - sur le plan sécuritaire et économique - et devraient donc, en guise de prévention, faire partie d'une approche globale. A cette fin, les partenariats de réforme existants dans la politique de développement et d'autres formats de coopération avec ces pays constituent un cadre adapté.

2. Par conséquent, l'Allemagne devrait œuvrer à ce que la région du Sahel retienne davantage l'attention de l'Union européenne et soit considérée comme prioritaire, dans l'esprit d'une approche en réseau et dans le cadre de la Politique étrangère et de sécurité commune, et qu'une stratégie commune et globale de l'UE soit élaborée à cet effet. Il y a donc lieu d'établir une approche équilibrée et en réseau, associant d'une part les actions politiques, diplomatiques, économiques et de développement de l'UE et des États membres et d'autre part les opérations militaires nécessaires.

3. Les États du Sahel doivent, quant à eux, améliorer leur coopération, au plan national tout comme au plan du G5S et dans le cadre de la CEDEAO. Au plan national, le manque de concertation entre les décideurs et les ministères concernés est évident. Un pilotage politique et opérationnel fait souvent défaut, ainsi qu'un travail sur des solutions locales et une prise de des responsabilités, notamment à l'heure de surmonter des obstacles au développement ou de réaliser des réformes des secteurs nationaux de sécurité des pays G5S. Favoriser la coordination des différents acteurs devrait, par conséquent, être une démarche importante de l'engagement européen et allemand.

4. Dans la perspective d'une "approche en réseau", les initiatives civiles et de politique de sécurité dans la région du Sahel devraient plus souvent travailler main dans la main. Face à la panoplie des acteurs sur place - la MINUSMA, l'UE, BARKHANE, les bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux - une meilleure coordination et une approche mieux ciblée s'impose, ainsi qu'un rapprochement de la population locale. Pour ce faire, le lancement de l'Alliance Sahel n'était qu'un premier pas dans le domaine de l'engagement civil. Le G5 Sahel doit être beaucoup plus étroitement associé à l'avenir, dans la réalisation de projets communs plus nombreux, afin de consolider encore la coordination des bailleurs de fonds. Une concertation renforcée est également de mise dans le domaine de la politique de sécurité.

5. En vue d'une meilleure concertation de l'engagement international qui est très varié, le rendant plus efficace et plus ciblé, le gouvernement fédéral ferait bien d'organiser une conférence internationale réunissant le plus grand nombre d'acteurs. Il serait envisageable de le faire avec un partenaire, la France par exemple, de concert avec l'UE, mais surtout en étroite association avec les États sur place.

6. L'appui accordé aux États du Sahel devrait être plus largement lié à des conditions clairement formulées, et il convient d'établir des priorités claires. A cette fin, des objectifs devraient être fixés avec les gouvernements partenaires nationaux, visant à lier l'aide internationale aux progrès en matière de bonne gouvernance.

7. Eu égard à la situation précaire en matière de sécurité, aux États fragiles dans la région et au manque de confiance des populations en leurs forces armées et de police qui sont mal formées et violent à plusieurs reprises les droits de l'homme, le renforcement des structures étatiques dans l'ensemble des pays doit constituer le principal objectif de la communauté internationale et de l'action allemande. Cela comprend autant les capacités des institutions étatiques et des forces de sécurité (forces armées, gendarmerie, police, justice, régime pénitentiaire) que l'administration territoriale et la consolidation des structures communales en vue d'une amélioration des services de base. Il convient par ailleurs de renforcer visiblement le rôle des autorités anti-corruption nationales. Dans ces pays également, la croissance économique et une amélioration continue de la résilience contre l'insécurité alimentaire par exemple, ainsi qu'un meilleur système de santé et d'éducation permettront de réaliser le dividende économique visé par les gouvernements, grâce à la démographie favorable que représente une population jeune. Il est impérieux de combattre la gabegie très répandue dans plusieurs régions du Sahel.

8. A titre préventif, l'action en matière de politique de développement de l'Allemagne, de l'UE et de la communauté internationale devrait évoluer dans le sens décrit ci-dessus, si on veut éviter que la région ne se déstabilise davantage. Le développement et la sécurité sont interdépendants, et la coopération au développement peut contribuer de façon importante à réduire les conflits et à ce que les habitants de la région soient moins tentés de se faire recruter par des groupes terroristes. Il convient notamment, à cette fin, de renforcer la confiance en l'État. Il est recommandé de soutenir tout particulièrement les institutions publiques qui fournissent aux citoyens sur place des services de base tels que l'eau potable, l'énergie et les soins de santé, ainsi que d'ouvrir des perspectives de formation et d'emploi. La coopération avec les acteurs de l'économie privée mérite d'être développée. L'agriculture et l'agroalimentaire revêtent un potentiel majeur pour sécuriser la subsistance et pour ouvrir des perspectives de vie. Ils constituent une alternative à l'adhésion à un groupe terroriste. La coopération au développement doit également viser à renforcer la résilience de la population locale, ainsi qu'à

endiguer les conflits qui sont en apparence d'origine religieuse. La coopération au développement a aussi pour vocation d'aider à atténuer les chocs issus des crises et des phénomènes climatiques extrêmes à court terme et à contribuer à la sécurité alimentaire. Par ailleurs, les coopérations en matière de production d'énergie peuvent donner un nouvel élan au développement économique. Les pays riverains du G5S devraient prises en compte et les régions frontalières avec ceux-ci devraient notamment faire l'objet d'un soutien préventif, par le biais d'une stimulation de l'activité économique et d'un soutien de l'administration locale, pour éviter une extension des conflits.

9. Une réforme des structures de gouvernance devrait privilégier la transparence et le contrôle, allant de pair avec une consolidation de la société civile, vu qu'à moyen et long terme, une véritable transition vers la transparence et l'efficacité ne saurait réussir que si la population civile peut exercer une pression sur ses propres élites.

10. Il est trop tôt pour évaluer pleinement quelle sera la dimension humanitaire et économique de la crise du coronavirus pour les États de la région. Or, il s'avère déjà que la gestion de la crise du coronavirus constituera une épreuve importante pour les États de la région qui auront besoin d'un soutien international pour la passer avec succès. S'il n'est pas possible d'édifier des États capables d'imposer leur autorité dans tout le pays, qui soient reconnus comme un élément positif par leurs citoyens (et ainsi suffisamment légitimés), le processus d'érosion dans la région se poursuivra. Il faut cependant que les partenaires internationaux, qui seront également aux prises avec l'impact de la crise du coronavirus sur leurs budgets et autres ressources, soient pleinement conscients qu'il serait fatal d'affaiblir leur engagement dans le Sahel de façon inconsidérée en sacrifiant une partie des moyens à la consolidation budgétaire.

11. La réforme, l'orientation, la formation, l'équipement et le renforcement des capacités des institutions chargées du respect de l'ordre public dans les États du Sahel, y compris les forces armées, la police, la justice et le régime pénitentiaire doivent constituer un axe central de l'action internationale en matière sécuritaire. Cela implique aussi une consolidation des structures étatiques dans leur totalité, y compris le monopole de la force légitime. A moyen et long terme, les États de la région doivent être en mesure de garantir eux-mêmes la sécurité de leurs territoires à l'intérieur et vers l'extérieur et être capables de fournir des services publics efficaces à leurs citoyens. L'action internationale - notamment en matière sécuritaire - ne saurait et ne devrait être qu'un appui.

12. C'est dans cet esprit que les mandats des missions de l'UE, à savoir l'EUTM et l'EU-CAP Sahel Niger ainsi que les programmes de formation bilatéraux doivent faire l'objet d'une adaptation. Cela concerne à la fois leur délimitation géographique actuelle (élargissement à tous les États G5 Sahel) et leur mandat (lancement d'un mentorat non exécutif et d'une orientation plus proche du contexte local et augmentation du nombre de formateurs par rapport aux unités de protection de la force de l'EUTM). C'est à cette

seule condition que les forces locales seront capables de progresser et d'appliquer les apprentissages dans la pratique. Parallèlement, des capacités technologiques supérieures propres aux forces internationales peuvent apporter un soutien ponctuel permettant d'améliorer considérablement la capacité des forces de l'ordre locales à se faire respecter.

13. L'initiative de renforcement des capacités constitue un outil de grande valeur pour l'Allemagne. En 2019, un régiment malien a été équipé en véhicules protégés, ce qui lui permet d'être plus performant dans les zones à problèmes, tout en renforçant la capacité de protection et par là la motivation des soldats. L'initiative a également pour vocation de renforcer les capacités des forces armées à moyen et long terme. Cette ambition mérite d'être poursuivie par la communauté internationale dans les États du G5 Sahel et à terme dans les autres États d'Afrique de l'Ouest (Nigéria, Sénégal, États côtiers du golfe de Guinée).

14. L'action allemande devrait être régulièrement évaluée afin de garantir sa durabilité. Du fait de l'extension du champ d'intervention des soldats et soldates allemands à l'ensemble du Mali ainsi que progressivement à tous les États du G5 Sahel, l'intensité de la mission de la Bundeswehr augmentera. Il y a donc lieu de renforcer l'équipement de la Bundeswehr en capacités de haute valeur sur place, notamment dans le domaine de la protection (Ballon et HERON TP) et du rapatriement sanitaire (MedEvac).

15. Il convient d'élargir le cadre d'analyse et d'action des crises au Sahel aux pays riverains du golfe de Guinée et à l'Afrique de l'Ouest, notamment à la Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo, au Bénin et au Sénégal. Ces États sont la cheville ouvrière d'un développement économique stable dans toute la région. C'est là que se concentrent les structures industrielles - encore peu développées - et les infrastructures centrales (surtout les ports destinés à l'exportation de biens et matières premières). Traditionnellement, les États côtiers économiquement plus performants comme la Côte d'Ivoire constituent des destinations importantes pour la migration du travail saisonnière et durable en provenance du Sahel. Ces effets croisés doivent être pris en compte dans la réflexion sur un engagement renforcé dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Une lutte efficace contre la propagation des conflits et de la criminalité organisée devrait comprendre la consolidation de l'engagement dans ces États. La participation du secteur privé (en Allemagne et sur place) est d'une importance centrale en la matière.

16. Agir davantage en faveur d'une responsabilisation régionale et de l'intégration : il y a lieu d'intégrer les pays économiquement performants et actuellement stables de la côte de l'Afrique de l'Ouest dans une approche plus large. Éviter une propagation de l'instabilité est dans leur propre intérêt, et il convient d'une part d'exiger leur participation et d'autre part de la soutenir. Cela passe par une intégration régionale approfondie

de l'Afrique de l'Ouest, en tant que condition préalable au développement à long terme de la région.

17. La région du Sahel ne pourra être durablement stabilisée à long terme que si les États du Maghreb en Afrique du Nord sont étroitement associés, ce qui aurait pour effet une stabilisation de la zone. Ainsi, le règlement du conflit en Libye serait crucial pour un développement stable du Sahel et les efforts déployés à cette fin devraient être maintenus avec vigueur. Un rôle important revient à l'Algérie, particulièrement dans le cadre du processus de paix au Mali (accord d'Alger). Quant à la Tunisie, une démocratie fragile et unique au Maghreb, il convient de lui apporter un soutien ciblé et intensifié, dans l'édification de structures démocratiques résilientes et d'une économie concurrentielle basée sur un tissu de petites et moyennes entreprises. Ces partenaires méritent d'être associés étroitement à la démarche.

18. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie globale pour le Sahel, l'UE devrait adopter une approche concertée pour répondre à l'influence de la Chine dans la région. En effet, une communication stratégique ciblée commune des initiatives vis-à-vis de ces États africains devrait mettre l'accent sur un ordre international basé sur des règles, ce qui permettrait d'intensifier l'effet de l'action. A long terme, l'UE devrait en outre amplifier les échanges avec la Chine à propos de l'Afrique, afin de renforcer la confiance et de mieux coordonner les différents engagements.

Les informations données dans cette publication du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag sont fournies uniquement dans un but informatif. Toute utilisation à des fins de publicité électorale pendant une campagne est interdite.

Éditeur: Groupe parlementaire au Bundestag
Michael Grosse-Brömer, député
Stefan Müller, député
Platz der Republik 1
11011 Berlin